

Il fait observer que les droits de douane à l'égard des biens et des vêtements destinés au marché américain sont moins élevés, et il a raison. Il fait également observer qu'il existe des problèmes de concurrence, et il a raison. N'empêche que la productivité du secteur manufacturier canadien s'est accrue de 1 p. 100 l'an dernier et de 4 p. 100 depuis le début de l'année en cours. D'après le rapport Wood Gundy, ce taux d'augmentation devrait atteindre au moins 8 p. 100 cette année et 12 p. 100 l'an prochain. Par ailleurs, nous avons créé quelque 40 000 emplois dans le secteur manufacturier dans les seuls mois d'avril et de mai, ce qui représente la plus forte augmentation parmi tous les facteurs qui influent sur le taux de chômage. Le secteur manufacturier serait-il tout à coup en train de disparaître? Comment est-ce possible alors que le nombre d'emplois dans ce secteur augmente?

Vous savez, je me demande s'il n'y a pas trop longtemps que le député de Spadina n'est pas sorti de sa circonscription pour aller voir ce qui se passe ailleurs au Canada et dans le monde entier. Nous sommes en pleine restructuration. D'accord, la récession sévit à l'échelle mondiale, mais il y a aussi une restructuration industrielle en cours, et nous avons amélioré notre rendement économique grâce à la taxe sur les produits et services, à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et à nos accords commerciaux en général. Nous avons bel et bien fait s'accroître le rendement ainsi que la confiance des entreprises. La preuve: le Conference Board calcule que celle-ci a augmenté de 16,1 p. 100.

D'où sort le député? D'où sort-il donc? Tout ne va peut-être pas pour le mieux, mais c'est en partie la faute des néo-démocrates, notamment ceux de l'Ontario qui ont présenté pas plus tard qu'hier un projet de loi qui leur donnerait le droit du travail le plus strict dans toute l'Amérique du Nord.

M. Mills: Dans le monde entier.

M. Blenkarn: Dans le monde entier même. C'est sur Queen's Park que le député de Spadina, un député néo-démocrate, devrait faire pression. Il devrait faire en sorte que Queen's Park retire ce projet de loi ridicule et laisse le Canada recommencer à commercer et à prospérer.

M. Heap: Monsieur le Président, il y a eu pas mal de déclarations et très peu de questions, mais certaines déclarations étaient facilement des questions déguisées.

Si je prends la dernière sur la Loi sur les relations de travail, ce n'est pas vrai que cette loi est plus restrictive qu'ailleurs. En fait, à bien des égards, elle est moins sévère, même dans la proposition actuelle, que certaines dispositions en vigueur dans les autres provinces du Canada, au Québec par exemple. Elle l'est aussi moins que dans la plupart des pays d'Europe, qui affichent une

meilleure performance qu'en Amérique du Nord sur le plan économique, ou du moins aussi bonne. Le mouvement syndical y est beaucoup plus fort, et les employeurs y respectent davantage leurs obligations à l'endroit des travailleurs.

Il a été reconnu, même par le directeur général de Hees Incorporated, Bill L'Heureux, qu'il faut un équilibre dans la coopération. Il a félicité le premier ministre de l'Ontario et son gouvernement pour la façon dont ils ont traité l'industrie. Il n'est pas le dernier venu. Il représente pas mal d'intérêts. À la façon dont il s'est exprimé publiquement sur cette question, on peut en déduire qu'il entrevoit d'excellentes chances de coopération sur le chapitre de la création d'emplois entre les investisseurs de l'Ontario et le gouvernement de cette province.

Le député voudrait peut-être dire qu'il n'est pas d'accord avec M. L'Heureux. Je lui laisse le soin de le contacter et de lui faire part de son point de vue. Peut-être M. L'Heureux lui apprendra-t-il des choses?

Quant à la récente intensification des échanges commerciaux, il reste à voir comment elle se concrétisera sur le plan de l'emploi et du bien-être pour les Canadiens. Le nombre de chômeurs a augmenté de 17 000 en Ontario au cours du mois de mai. Dans certains pays, il est souvent arrivé que la richesse globale augmente, habituellement selon la façon dont on la mesure, sans qu'elle soit redistribuée entre ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire la majorité. Si la majorité des citoyens n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture pour leurs enfants, s'ils doivent s'adresser aux banques alimentaires, comme ils le font à Toronto, et s'ils n'ont pas les moyens de faire instruire leurs enfants, c'est toute l'économie qui en souffre. Je crois que ce sont là des éléments dont notre gouvernement oublie de tenir compte.

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours et les observations du député de Mississauga. J'ai une brève observation à faire.

Un de mes amis est un gros promoteur immobilier de Mississauga. J'ai eu l'occasion de lui parler. . .

Le président suppléant (M. Paproski): J'espère que c'est au député de Trinity—Spadina que le député adresse sa question, parce que c'est lui qui vient de prendre la parole.

M. Kindy: Mon ami m'a dit que, même s'il était solide financièrement et qu'il construisait 180 maisons, il n'arriverait pas à en vendre 20 parce que c'est la dépression à Toronto. Cette personne, qui travaille depuis longtemps dans le secteur de la construction, a l'impression que le Canada se dirige vers une dépression.